

Jean-Jacques **PARDINI**
Agrégé des Facultés de droit
Professeur de droit à l'Université de Toulon
Né le 4 mars 1962 à Hyères (Var)
En union libre, 1 enfant

CDPC Jean-Claude Escarras, UMR-CNRS 7318 Droits international, comparé et européen
(DICE)

35, avenue Alphonse Daudet – BP 1416

83056 Toulon Cedex

Tél. : ++33. (0)4.94.46.75.26

pardini@univ-tln.fr

7, impasse des Bergeronnettes

83390 Pierrefeu-du-Var

jjacquesPardini@orange.fr

AXES DE RECHERCHES

Droit et contentieux constitutionnels comparés.

Droit et contentieux administratifs comparés.

Droits et libertés fondamentaux

Procédures

DIPLOMES UNIVERSITAIRES ET DISTINCTIONS

- Agrégé des Facultés de droit (concours 2001-2002).

- Docteur en droit 16 janvier 1999.

Thèse de doctorat de droit public soutenue à la faculté de Droit de l'Université de Toulon : ***Le juge constitutionnel et le « fait » en Italie et en France***, sous la codirection du Doyen Louis Favoreu et de Maryse Baudrez, Maître de conférences à la faculté de Droit de Toulon, codirecteur du Centre de Droit et de Politique comparés Jean-Claude Escarras. Mention très honorable avec félicitations du jury à l'unanimité, autorisation à l'unanimité de reproduction

de la thèse en l'état, proposition à l'unanimité de mise en compétition de la thèse pour un prix et une subvention à la publication.

- Prix de thèse du Conseil constitutionnel (1999).
- Chevalier dans l'Ordre des Palmes Académiques (décret du 8 octobre 2008).
- Officier dans l'Ordre des Palmes Académiques (décret du 4 juillet 2013).

SITUATION STATUTAIRE

Depuis le 1er septembre 2003 : Professeur agrégé à l'Université de Toulon

Passage à la 1^{ère} classe en 2009 au titre de l'avancement local.

Du 1er septembre 2002 au 31 août 2003 : Professeur agrégé à l'Université d'Auvergne.

Du 1er septembre 1999 au 31 août 2002 : Maître de conférences à l'Université de Toulon.

1998-1999 : Attaché temporaire d'enseignement et de recherche à l'Université de Toulon.

1997-1998 : Attaché temporaire d'enseignement et de recherche à l'Université de Toulon.

1994-1997 : Vacataire à l'Université de Toulon.

RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES

Depuis 2005 : Directeur adjoint du Centre de droit et de politique comparés Jean-Claude Escarras UMR CNRS Droits International, Comparé et Européen DICE).

2018 : organisation en collaboration avec Guillaume Payan de la journée d'étude de l'UMR 7318 DICE : « La régulation des recours juridictionnels et procès équitable » (19 octobre 2018).

Depuis 2015 : organisation des Tables rondes internationales portant sur différents thèmes relatifs aux droits et libertés fondamentaux (Université de Corse en 2015 sur le droit de propriété, Université de Toulon en 2016 sur le droit de grève et la liberté syndicale, Université El Manar de Tunis en 2017 sur la liberté d'entreprendre).

Janvier 2014-Juin 2014 : membre de la Commission « La régulation des contentieux devant les Cours suprêmes » placée sous l'égide du Club des juristes. Production d'un rapport sur la justice administrative en Italie.

Juin 2009 : Organisation d'un colloque consacré à la « loyauté en droit » en collaboration avec le Barreau de Toulon (tenu le 26 juin 2009).

Septembre-octobre 2006 : Responsabilité et organisation d'un colloque consacré au « 60^{ème} anniversaire de la République italienne » (tenu les 19 et 20 octobre 2006) à la faculté de droit de Toulon.

Septembre-octobre 2004 : Responsabilité et organisation d'un colloque consacré à « La réforme de l'État » (tenu les 1^{er} et 2 octobre 2004) à la faculté de droit de Toulon (collaboration avec la faculté de droit et de science politique de Clermont-Ferrand).

ACTIVITES D'ENSEIGNEMENT A L'UNIVERSITE DE TOULON

(en heures cours)

(3 dernières années)

2017-2018 :

1^{er} semestre

« Principes fondamentaux du procès », M 2 Droit des contentieux (14 heures).

« Théorie générale des droits fondamentaux », M 2 Droits fondamentaux (15 heures).

« Droit administratif des biens », L 3 (24 heures).

2^{ème} semestre

« Droits et libertés fondamentaux », IEJ (30 heures).

« Droit constitutionnel comparé », M 1 (30 heures).

« Contentieux administratif comparé », M 1 (24 heures).

« Droit administratif général », L 2 (32 heures).

2016-2017 :

1^{er} semestre

« Principes fondamentaux du procès », M 2 Droit des contentieux (14 heures).

« Théorie générale des droits fondamentaux », M 2 Droits fondamentaux (15 heures).

« Droit administratif des biens », L 3 (24 heures).

2^{ème} semestre

« Droits et libertés fondamentaux », IEJ (30 heures).

« Droit constitutionnel comparé », M 1 (30 heures).

« Contentieux administratif comparé », M 1 (24 heures).

« Droit administratif général », L 2 (32 heures).

2015-2016 :

1^{er} semestre

« Principes fondamentaux du procès », M 2 Droit des contentieux (14 heures).

« Théorie générale des droits fondamentaux », M 2 Droits fondamentaux (15 heures).

« Droit administratif des biens », L 3 (24 heures).

2^{ème} semestre

« Droits et libertés fondamentaux », IEJ (30 heures).

« Droit constitutionnel comparé », M 1 (20 heures).

« Droit de la fonction publique », M1 (30 heures).

« Contentieux administratif comparé », M 1 (24 heures).

« Droit administratif général », L 2 (32 heures).

ACTIVITES D'ADMINISTRATION ET RESPONSABILITES COLLECTIVES

Depuis 2017, porteur du projet de la mention Droit public dans le cadre de l'offre de formation (contrat quinquennal 2018-2022).

Depuis 2014, président de la section disciplinaire compétente à l'égard des enseignants-chercheurs et des enseignants.

Depuis 2014, président de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers.

Du 20 mars 2007 au 19 mars 2012 : Doyen de la faculté de droit de Toulon

Depuis juin 2005 : Directeur adjoint du Centre de Droit et de Politique comparés Jean-Claude Escarras.

Depuis décembre 2006 : Membre élu du Conseil de la Faculté de droit de Toulon

De juin 2012 à juin 2016 : Président de la Section de droit public de la Faculté de droit de l'Université de Toulon.

Depuis avril 2013 : Directeur du centre de préparation aux concours administratifs de la Faculté de droit.

Depuis avril 2011 : Membre de la Commission de la Formation et de la Vie universitaire.

De 2004 à 2006 : Assesseur chargé de la pédagogie auprès du doyen de la faculté de droit de Toulon.

De 2006 à 2011 : Membre du Conseil scientifique de l'Université de Toulon.

De 2004 à 2007 : Codirecteur de la spécialité professionnalisée *Droit processuel* du Master Droit des contentieux public et privé.

De 2008 à 2010 : Coresponsable du Diplôme universitaire de *Formation des avocats en contentieux administratif*.

De 2004 à 2007 : Codirecteur de la mention *Droit des contentieux* dans le cadre du Master Droit de l'Université de Toulon.

De 2003 à 2008 : membre de la Commission de spécialistes, sections 02 à 04 à l'Université de Toulon.

De 2003 à 2007 : membre de la Commission de spécialistes, section 01 à l'Université de Toulon.

De 2003 à 2007 : responsable pédagogique du Master 1^{ère} année en droit public à la faculté de Droit de Toulon.

De 2002 à 2008 : membre de la Commission de spécialistes, sections 03 à 04 à l'Université d'Auvergne.

De septembre 2002 à septembre 2003 : participation à la mise en œuvre du schéma LMD à la faculté de droit et de science politique de l'Université d'Auvergne.

Depuis avril 2001 : membre du Bureau de l'Unité Mixte de Recherche 7318 du CNRS, DICE

De 1999 à 2002 : membre de la Commission de spécialistes, sections 02 à 04 à l'Université de Toulon.

De 1999 à 2002 : responsable pédagogique de la capacité en droit à la faculté de droit de Toulon.

ENCADREMENT DE LA RECHERCHE

Thèse soutenues

Michaël Bardin, *L'Exécutif régional en droit comparé. Étude comparative Espagne, Italie, France* (codirection avec le Professeur Maryse Baudrez) – Thèse soutenue le 7 décembre 2009 à l'Université de Toulon.

Laurent Pennec, *L'adage "jura novit curia" dans le procès civil : Émergence et évolution contemporaine* (direction administrative) – Thèse soutenue le 2 septembre 2010 à l'Université de Toulon.

Émilie Rebourg, *Les normes constitutionnelles programmatiques. Contribution à la définition d'une notion en droit comparé franco-italien* – Thèse soutenue le 16 janvier 2013 à l'Université de Toulon.

Céline Maillafet, *La constitutionnalisation de la justice administrative – Etude comparée des expériences française et italienne* – Thèse soutenue le 12 décembre 2015 à l'Université de Toulon.

Direction de thèse en cours

- 1 - Lisa Mède, *Les interactions entre justice constitutionnelle et justice européenne.*
- 2 - Julien Vachey, *L'urgence et le contrôle juridictionnel des atteintes aux droits fondamentaux.*
- 3 - Mohamed Rafsandjani, *Les révisions constitutionnelles en Afrique et la clause de limitation des mandats présidentiels.*
- 4 - Marina Kaldy, *Le principe de dignité de la personne humaine.*
- 5 - Jacques Gonzalez-Lopez, *La protection de l'environnement par les règles de la domanialité publique.*
- 6 - Imen Dridi, *Les devoirs de l'homme.*

Direction de thèses en co-tutelle

- 7 - Henrique Savonitti Miranda, *Les conditions de participation et d'exclusion des procédures d'appels d'offre : un parallèle entre l'Europe et le Brésil*
- 8 - Sarah Carlucci, *Le transfert d'une autorisation ou d'une concession administrative*
- 9 - Maroua Ouertani, *Les politiques publiques tunisiennes et l'économie de transition*
- 10 - Ahmidane Ramdani, *La territorialisation de l'action publique au Maroc.*

Participation à des jurys de soutenance de thèses

1 – Marie-Pierre Élie, *L'environnement dans la jurisprudence constitutionnelle italienne*, sous la direction du professeur Max Gounelle – Thèse soutenue le 11 décembre 2003 à la faculté de droit de l'Université de Toulon.

2 – Grégory Bourilhon, *Les avis consultatifs obligatoires de la Cour Permanente de Justice Internationale et de la Cour Internationale de Justice*, sous la direction du professeur Max Gounelle – Thèse soutenue le 22 octobre 2005 à la faculté de droit de l'Université de Toulon.

3 – Joseph Wasso-Misone, *Constitution de l'État de droit et développement. Essai sur le fondement de la justice constitutionnelle dans les pays en voie de développement d'Afrique noire francophone*, sous la direction du professeur Patrick Gaïa – Thèse soutenue le 26 novembre 2005 à la faculté de droit de l'Université Aix-Marseille III.

4 – Anne Gardère, *Coopération intercommunale et liberté communale*, sous la direction du professeur Didier Jean-Pierre – Thèse soutenue le 21 septembre 2006 à la faculté de droit de l'Université de Lyon III.

5 – Caroline Jacquier, *La protection des enfants soldats*, sous la direction du professeur André Roux - Thèse soutenue le 8 octobre 2006 à la faculté de droit de l'Université Aix-Marseille III.

6 – Aïcha Mécheri, *La torture et le droit international*, sous la direction du professeur Patrick Gaïa - Thèse soutenue le 23 décembre 2006 à la faculté de droit de l'Université Aix-Marseille III.

7 – Évelyne Durand, *Fonction expressive du droit pénal et homosexualité : contribution à l'étude d'une politique pénale*, sous la direction de Pierre Sanz de Alba – Thèse soutenue le 7 décembre 2007 à la faculté de droit de l'Université de Toulon.

8 – Sylvie Piéraccini, *Les droits de jouissance à temps partagé*, sous la direction de Pierre Sanz de Alba - Thèse soutenue le 22 novembre 2008 à la faculté de droit de l'Université de Toulon.

9 – Guillaume Payan, *Pour un droit européen à l'exécution en matière civile en matière civile et commerciale*, sous la direction de Pierre Sanz de Alba - Thèse soutenue le 29 novembre 2008 à la faculté de droit de l'Université de Toulon.

10 – Julien Piasecki, *L'office du juge administratif des référés*, sous la direction du professeur Michel Paillet - Thèse soutenue le 13 décembre 2008 à la faculté de droit de l'Université de Toulon.

11 – Shéhérazade Benguerraiche, *L'huissier de justice et la Convention européenne des droits de l'homme*, sous la direction du professeur Patrick Gaïa - Thèse soutenue le 23 janvier 2009 à la faculté de droit de l'Université Aix-Marseille III.

12 – Guillaume Sola, *Sportifs et droits fondamentaux*, sous la direction du professeur Philippe Blacher - Thèse soutenue le 12 juin 2009 à la faculté de droit de l'Université de Lyon II.

13 – Nikolas Stavrianidis, *Religions et sectes. Étude comparative de droit public français et hellénique au regard de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme*, sous

la direction du Professeur Claude Goyard – Thèse soutenue le 28 septembre à la faculté de droit de l'Université Paris II.

14 – Michaël Bardin, *L'Exécutif régional en droit comparé. Étude comparative Espagne, Italie, France*, sous la direction des Professeur Maryse Baudrez et Jean-Jacques Pardini – Thèse soutenue le 7 décembre 2009 à l'Université de Toulon.

15 – Isabelle Forestier, *La fragilisation de la propriété privée immobilière*, sous la direction de Monsieur Pierre Sanz de Alba, Maître de conférences – Thèse soutenue le 18 décembre 2009 à l'Université de Toulon.

16 – Abdelali Abbour, *La statut de la copropriété immobilière en droit marocain, regards historique, analytique et critique*, sous la direction de Monsieur Pierre Sanz de Alba, Maître de conférences – Thèse soutenue le 18 décembre 2009 à l'Université de Toulon.

17 – Guy Lannepats, *Le statut de copropriété des immeubles bâtis. Éléments de comparaison en droit français et en droit suisse*, sous la direction de Monsieur Pierre Sanz de Alba – Thèse soutenue le 18 décembre 2009 à l'Université de Toulon.

18 – Laurent Penneç, *L'adage jura novit curia*, sous sous la direction de Monsieur Pierre Sanz de Alba – Thèse soutenue le 9 décembre 2010 à l'Université de Toulon.

19 – Philippe Poli, *Le juge ordinaire français et la constitutionnalité des engagements internationaux*, sous la direction du Professeur Patrick Gaïa – Thèse soutenue le 9 décembre 2011 à l'Université Aix-Marseille III.

20 - Émilie Rebourg, *Les normes constitutionnelles programmatiques. Contribution à la définition d'une notion en droit comparé franco-italien* – Thèse soutenue le 16 janvier 2013 à l'Université de Toulon.

21 – Khadija Oulghazi, *L'appareil politico-administratif. Étude du cheminement des décisions publiques. Le cas de la politique extérieure du Maroc*, sous la direction du Professeur Abdelmalek Ihazrir – Thèse soutenue le 8 juillet 2013 à la Faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales de l'Université Moulay Ismaïl de Meknès.

22 – Virginie Blondio-Mondolini, *Finances publiques et droits fondamentaux*, sous la direction du Professeur Eric Oliva – Thèse soutenue le 20 décembre 2014 à l'AMU.

23 – Mame Ndiaga Wade, *Accès au juge constitutionnel et constitutionnalisation du droit : approche comparée avec l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne* - Thèse soutenue le 18 décembre 2015 à l'AMU.

24 – Giuliano Serges, *La dimensione costituzionale dell'urgenza in Italia e in Francia* - Thèse soutenue le 9 juillet 2018 à l'Université de Pise.

25 – Romain Armand, *Le revirement de jurisprudence du Conseil constitutionnel*, - Thèse soutenue le 28 novembre 2018 à l'AMU.

ORGANISATION DE COLLOQUES DE TABLES RONDES ET DE JOURNEES D'ETUDES

1 - Colloque *La réforme de l'État* organisé à la faculté de droit de Toulon les 1^{er} et 2 octobre 2004.

2 – Colloque *La loyauté en droit* organisé en collaboration avec le Barreau de Toulon le 26 juin 2009.

3 - Colloque *Le 60ème anniversaire de la République italienne* organisé à la faculté de droit de Toulon les 19 et 20 octobre 2006.

4 – Table ronde sur le droit de grève et la liberté syndicale organisée le 18 mars 2016.

5 – Journée d'étude UMR DICE *La régulation des recours juridictionnels et les exigences du procès équitable* organisée à la faculté de droit de Toulon le 19 octobre 2018 (en collaboration avec Guillaume Payan).

PUBLICATIONS JURIDIQUES

Ouvrages individuels

1 - *Le juge constitutionnel et le « fait » en Italie et en France*, PUAM-Economica, coll. Droit public positif, 2001, 442 p.

Ouvrages collectifs

2 - *La réforme de l'État*, J.-J. Pardini (sous la dir. de), Actes du colloque organisé à la faculté de droit de Toulon les 1^{er} et 2 octobre 2004, Bruxelles, Bruylant, 2006, 296 p.

3 - *Le 60ème anniversaire de la République italienne*, J.-J. Pardini (sous la dir. de), Actes du colloque organisé à la faculté de droit de Toulon les 19 et 20 octobre 2006, Bruxelles, Bruylant, 2011, 265 p.

4 - *Au-delà du dialogue entre les cours. Juges, droit étranger et comparaison*. Traduction de l'ouvrage de Giuseppe de Vergottini, *Oltre il dialogo tra le corti. Giudici, diritto straniero, comparazione*, Bologne, Il Mulino, 2010, 217 p. Dalloz, collection « Rivages du droit », 2013, 255 p.

Articles de revues

5 - « Droit et mendicité », in *Cahiers du Centre de Droit et de Politique comparés Jean-Claude Escarras*, n° 7, 1997, pp. 37-63.

6 - « Les conflits entre pouvoirs de l'État en 1997 », in *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, vol. n° XIII, Economica-PUAM, 1998, pp. 727-762.

7 - « La jurisprudence constitutionnelle et les "faits" », *Les Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 8, 2000, pp. 122-130.

8 - « Réalisme et contrôle des lois en Italie », *Les cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 22, 2007, pp. 160-171.

9 - « Question prioritaire de constitutionnalité et question incidente de constitutionnalité italienne : *ab origine fidelis* », *Pouvoirs*, n° 37, 2011, pp. 99-120.

10 - « L'arrêt n° 23 du 13 janvier 2011 sur l'« empêchement légitime » : *Uti, non abuti* », *Constitutions*, 2011, pp. 191-198.

11 - « Droit constitutionnel et bioéthique : questions de constitutionnalité (et d'actualité) sur la procréation médicalement assistée », *La Lettre d'Italie*, n° 4, février 2014, pp. 22-29.

12 - « La sélection des recours devant les Cours suprêmes : la justice administrative en Italie », *Le Club des juristes*, commission Constitution et institutions, octobre 2014, pp. 109-133.

13 - « La rationalisation de la justice administrative en Italie : éléments d'actualité », *RIDC*, 1, janvier-mars 2016, pp. 85-112.

14 - « Constitution et état de crise en Italie : brèves réflexions sur une tension dialectique », *RDLF (revue électronique)*, chron. n° 2, 2016.

15 - « La protection constitutionnelle du sentiment religieux en Italie : le grain tombe mais ne meurt pas », *RDLF (revue électronique)*, chron. n° 12, 2016.

16 - « Les référendums en Lombardie et en Vénétie : *in praesentia... sed post ?*, *RFDA*, 2018, pp. 283-290.

17 - « Le nouveau gouvernement et le rôle de garantie du chef de l'Etat », *La Lettre d'Italie*, 12, 2018, pp. 16-17.

18 - « Les gouvernements intérimaires en Italie, à paraître in *RFDA*.

Articles d'ouvrages collectifs

19 - « La justice constitutionnelle en Italie », in *Documents d'études de la Documentation française*, n° 1.16, 1998, pp.29-44 (en collaboration).

20 - « La “relecture” constitutionnelle des Administrations publiques : impressions sur un aggiornamento, in *La réforme constitutionnelle en Italie*, sous la direction de Maryse Baudrez, PUAM-Economica, coll. Droit public positif, 2002 pp. 175-198.

21 - « Déontologie et régime disciplinaire dans la fonction publique hospitalière », in *Juris-Classeur Fonctions publiques*, Ed. du Juris-Classeur, Fasc. 660, 5, 2004, 22 p. (actualisation en 2007).

22 - « Brèves réflexions sur les interactions entre les ordres juridiques », in *Liber amicorum Jean-Claude Escarras*, Bruxelles, Bruylant, 2005, pp. 131-159.

23 - « L'opération de qualification des faits dans le contrôle de constitutionnalité des lois », *Mélanges en l'honneur de Louis Favoreu*, Paris, Dalloz, 2007, pp. 335-359.

24 - « Réformer l'État : un vœu pieux ? Les vicissitudes du régionalisme différencié en Italie : « il faut que tout change pour que rien ne change », à paraître in *Mélanges en l'honneur de Claude Devès*.

Articles tirés d'Actes de colloques ou journées d'études

25 - « Droits sociaux et principe de gradualité : l'effectivité partielle de la norme constitutionnelle », in *Les droit sociaux fondamentaux. Entre droits nationaux et droit européen*, Bruxelles, Bruylant, 2006, pp. 57-74

26 - « Sexualité et droit administratif », communication faite à l'occasion des 3èmes journées scientifiques euro-méditerranéennes de l'Université du Sud Toulon-Var, colloque : Les sexualités : répression, indifférence, tolérance, 14 novembre 2008, Bruylant, 2012, pp. 195-206.

27 - « Le juge constitutionnel, le comparable et l'intraduisible. Bref retour sur l'extranéité de la langue », in *Le recours au droit comparé par le juge*, Th. Di Manno (sous la dir. de), Bruxelles, Bruylant, coll. A la croisée des droits, 2014, pp. 71-78.

28 - « La question prioritaire de constitutionnalité et les faits de l'espèce », in *La question prioritaire de constitutionnalité. Approche de droit comparé*, Laurence Gay (sous la dir. de), Bruxelles, Bruylant, 2014, pp. 223-236.

29 - « La plage "saisie" par les règles de la domanialité publique : protection ou surprotection ? », *RJE*, 3/2104, pp. 419-434

30 - « Droit constitutionnel du vivant. Approches comparées de nouveaux objets constitutionnels : Bioéthique et environnement. L'expérience italienne », à paraître, Mare et Martin, 2018.

31 - « Le dialogue entre juges : mythe ou réalité... discutable ? La pensée de Giuseppe de Vergottini », à paraître, Bruylant, 2015

32 - « Au carrefour des limites du droit : brèves réflexions sur la directive », à paraître, Bruylant, 2015.

33 - « Le contrôle juridictionnel de la fin du séjour irrégulier ou les effets contentieux de la "directive retour", retour sur les "lignes directrices" d'une directive », à paraître, Bruylant, 2015.

34 - « La qualification juridique des acteurs du procès constitutionnel en France » », Actes des Journées italo-franco-belges de droit comparé, Pise, 6et 7 mars 2015, Naples, Editoriale scientifica, 2015, pp. 13-28.

35 - « Contrôle de constitutionnalité, interprétation conforme et décisions de justice en Italie : vers une nouvelle configuration des rapports entre la Cour constitutionnelle et les juges ordinaires », Actes du colloque *Le contrôle de constitutionnalité des décisions de justice : une nouvelle étape après la QPC ?* Aix-en-Provence, 23 et 24 juin 2016, *Confluence des droits* (sous la dir. de M. Fatin-Rouge Stefanini et C. Severino), 2017, pp. 215-231.

36 – « La fonction sociale du droit de propriété dans la jurisprudence constitutionnelle italienne », à paraître in *Cahiers du CDPC*, 2018.

37 - « Utilité sociale *versus* liberté d'initiative économique privée : quelques points de réflexion sur le système italien », à paraître in *Cahiers du CDPC*.

38 – « *Privacy, riservatezza* et vie privée », à paraître, in *Cahiers du CDPC*.

Chroniques

39 - « Chronique Italie 1998 » (participation à) in *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, volume n° XIV, Economica-PUAM, 1999, pp. 831-839 (« III.1.2. Conflits d'attribution entre pouvoirs de l'État et immunités parlementaires ». « III.2.1. Immunités et conseillers régionaux »).

40 - « Chronique Italie 1999 » (participation à) in *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, volume n° XV, Economica-PUAM, 2000, pp. 684-689 (« III.2. Rapports entre les pouvoirs de l'État : conflit d'attribution entre pouvoirs de l'État et immunités parlementaires ») et pp. 694-697 (« IV.2.1. Principe de bon fonctionnement et d'efficacité de l'Administration publique, égal accès au concours public »).

41 - « Chronique Italie 2000 » (participation à) in *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, volume n° XVI, Economica-PUAM, 2001, pp. 762-773 (« III.1. Rapports entre les pouvoirs de l'État : conflits d'attribution et immunités parlementaires » et pp. 780-785 (« III.2.3. La motion de défiance au niveau communal est conforme à la Constitution ». « III.2.4. Inéligibilité, incompatibilités et fonctions électives locales »).

42 - « Chronique Italie 2001 » (participation à) in *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, volume n° XVII, Economica-PUAM, 2002, pp. 642-644 (« III.2. Répartition des compétences entre juridictions judiciaires et juridictions administratives. Privatisation de l'emploi public de direction et compétence juridictionnelle ») et pp. 657-659 (« IV.3.1. Cumul d'emplois et principe d'égalité »).

43 - « Chronique Italie 2002 » (participation à) in *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, volume n° XVIII, Economica-PUAM, 2003, pp. 694-697 (« V.2. Validations législatives et Constitution ») et pp. 698-700 « V.3. Privatisation et haute fonction publique »).

44 - « Chronique Italie 2003 » (participation à) in *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, volume n° XIX, Economica-PUAM, 2004, pp. 799-801 (« IV.6.1. Principe de la contradiction et "procédure de jugement en condamnation pénale" » ; pp. 779-781 « I.2. Conflits d'attribution entre pouvoirs de l'État et réintroduction du recours » et pp. 773-777 « II.1.2.2 Vices d'inconstitutionnalité invocables par l'État à l'appui d'un recours contre une loi régionale après la réforme du Titre V de la Constitution »).

45 - « Chronique Italie 2004 » (participation à) in *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, volume n° XX, Economica-PUAM, 2005, pp. 735-743 (« V.3. Garanties juridictionnelles »).

46 - « Chronique Italie 2005 » (participation à) in *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, volume n° XXI, Economica-PUAM, 2006, pp. 614-622 (« II.2. Le droit de l'Administration publique » ; pp. 639-642 « III.3.2. Le procès administratif »).

47 - « Chronique Italie 2006 » (participation à) in *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, volume n° XXII, Economica-PUAM, 2006, pp. 817-825 (« I.3. Le droit de la fonction publique »).

48 - « Chronique Italie 2007 » (participation à) in *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, volume n° XXIII, Economica-PUAM, 2008, pp. 845-853, « Le système des dépouilles en Italie : une brèche ouverte ? ».

49 - « Chronique Italie 2008 » (participation à) in *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, volume n° XXIV, Economica-PUAM, 2009, « Droit constitutionnel des normes » et « *Spoils system* à l'italienne : les limites à l'ouverture de la brèche ou la boîte de Pandore se referme ».

50 - « Chronique Italie 2010 » (participation à) in *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, vol. n° XXVI, Economica-PUAM, 2011, pp. 694-697, « Répartition des compétences en matière de fonction publique : la Cour constitutionnelle "ignore" l'autonomie », pp. 704-708 « Administration publique : *Spoils system*, la continuité tranquille ?

51 - « Chronique Italie 2010 » (participation à) in *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, vol. n° XXVI, Economica-PUAM, 2011, « Retour sur la juridiction exclusive du juge administratif : la Cour confirme mais innove », pp.722-724.

52 - Chronique Italie 2011 » (participation à), in « *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, vol. n° XXVII, Economica-PUAM, 2012, « La Cour constitutionnelle et l'"empêchement légitime" : un compromis acceptable ? », pp. 909-916, « La règle du concours d'accès aux emplois publics : une dérogation possible mais sous étroite surveillance », pp. 925-927.

53 - Chronique Italie 2012 » (participation à), in « *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, vol. n° XXVIII, Economica-PUAM, 2013, « Un secret d'État trop bien gardé » (arrêt n° 40 du 21 novembre 2011), pp. 851-856, « L'acte politique régional est soumis au principe de légalité... mais la Cour constitutionnelle n'est pas juge de la légalité » (arrêt n° 81 du 2 avril 2012), pp. 838-841, « La règle du concours d'accès à la fonction publique : encore une nuance ! » (arrêt n° 226 du 8 octobre 2012), pp. 847-849.

54 - Chronique Italie 2013 » (participation à), in « *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, vol. n° XXIX, Economica-PUAM, 2014, « L'arrêt n° 1 de 2013 : observations "discrètes" et "indiscrètes" sur la "discrétion absolue" des communications téléphoniques "fortuites" du président de la République », pp. 810-813.

55 - - Chronique Italie 2014 » (participation à), in « *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, vol. n° XXX, Economica-PUAM, 2015, « L'arrêt n° 187 de 2014 : le "*serio ristoro*" suppose un "lien raisonnable" avec la valeur marchande du bien exproprié », pp. 818-821.

56 - - Chronique Italie 2015 » (participation à), in « *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, vol. n° XXXI, Economica-PUAM, 2016, « Les arrêts n° 96 et n° 229 : "deux pas en avant", "des questions ouvertes"... De la difficulté de la régulation de la bioéthique par le droit », pp. 811-816.

57 - Chronique Italie 2016 » (participation à), in « *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, vol. n° XXXII, Economica-PUAM, 2017, « Retour sur des questions (délicates) de bioéthique impliquant un "choix tragique" : la dignité de l'embryon en question », pp. 864-869 ; « Garanties en matière juridictionnelle ; discrétion politique et confessions religieuses : l'encadrement subtil des "zones franches" du contrôle juridictionnel », pp. 872-875

58 - Chronique Italie 2017 » (participation à), in « *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, vol. n° XXXIII, Economica-PUAM, 2018, « L'arrêt n° 42 de 20171 : et si la Cour reprenait la main ? ».

Traductions

59 - Traduction et adaptation du rapport annuel du Président de la Cour constitutionnelle italienne Francesco Paolo Casavola, « La justice constitutionnelle en 1994 », in *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, vol. n° X, Economica-PUAM, 1995, pp. 608-657 (en collaboration).

60 - Traduction et adaptation du rapport annuel du Président de la Cour constitutionnelle italienne Mauro Ferri, « La justice constitutionnelle en 1995 », in *Annuaire International de Justice Constitutionnelle (AIJC)*, vol. n° XI, Economica-PUAM, 1996, pp. 820-869 (en collaboration).

61 - Traduction et adaptation du rapport italien du Professeur Alessandro Pizzorusso « Le principe d'égalité dans la doctrine et dans la jurisprudence italiennes », in *Études et Documents du Conseil d'État*, n° 48, Rapport public 1996 sur le principe d'égalité, pp. 451-461 (en collaboration).

62 - Traduction de l'ouvrage de Giuseppe de Vergottini, *Oltre il dialogo tra le corti. Giudici, diritto straniero, comparazione*, Bologne, Il Mulino, 2010, 217 p. *Au-delà du dialogue entre les cours. Juges, droit étranger et comparaison*. Dalloz, collection « Rivages du droit », 2013, 255 p.

Divers

63 - « Préface » à l'ouvrage de P. Richard, *Le jeu de la différence en droit comparé. « Réflexions sur la méthode et l'épistémologie du droit comparé »*.

64 - « Editorial », *La Lettre d'Italie*, n° 3, octobre 2013.

65 - « Editorial », *La Lettre d'Italie*, n° 11, décembre 2017.

COMMUNICATIONS ORALES

66 - « Le contrôle de l'État français sur les collectivités territoriales » (« Il controllo dello Stato francese sugli enti locali »), communication faite à la Cour des comptes italienne le 13 juillet 2000 à l'occasion du séminaire d'études consacré aux contrôles sur les collectivités territoriales dans les pays de l'Union européenne. La perspective italienne (« controlli sulle autonomie territoriali nei Paesi dell'Unione Europea. La prospettiva italiana »), 5 p.

67 - « Le référé-liberté : lettre et esprit de la loi du 30 juin 2000 », communication faite à la faculté de droit de l'Université de Toulon Var le 21 juin 2002 à l'occasion du colloque organisé par la faculté de droit de Toulon et le Barreau des avocats de Toulon sur le thème des procédures d'urgence, 6 p.

68 - « Brèves réflexions sur un texte controversé : la Constitution européenne », conférence tenue à l'occasion de la venue à la faculté de droit de l'Université de Toulon le 20 mai 2005.

69 - « La liberté d'expression et le droit », communication faite à la faculté de droit de l'Université de Toulon Var le 14 novembre 2004 à l'occasion du colloque organisé par l'Université de Toulon sur la liberté d'expression, 10 p.

70 - « Portrait de Jean-Pierre Delevoye, Médiateur de la République », discours fait à l'occasion de la rentrée solennelle de la faculté de droit de Toulon en présence du Médiateur de la République, 1er février 2006.

71 - « Le dualisme procédural à l'épreuve du comparatisme interne », communication faite à l'occasion du colloque organisé à la faculté de droit de Toulon le 8 novembre 2006 sur le 200^{ème} anniversaire du Code de procédure civile (en collaboration avec le Barreau de Toulon).

72 - Ouverture de la Conférence de Monsieur Jean-Michel Quillardet, grand Maître du Grand Orient de France, « Citoyenneté et République, les valeurs du Grand Orient de France au XXI^{ème} siècle », faculté de droit de Toulon, 23 mai 2007.

73 - « Portrait de Monsieur Jean Lacouture », discours fait à l'occasion de l'ouverture de la session de conférences du Collège méditerranéen des libertés, faculté de droit de Toulon, 8 janvier 2008.

74 - « Conférence sur la justice constitutionnelle italienne » tenue devant les membres du Conseil constitutionnel au Conseil constitutionnel à Paris, 16 avril 2008.

75 - « Les prescriptions en droit administratif », communication faite à la faculté de droit de l'Université de Toulon le 21 juin 2010 à l'occasion du colloque organisé par la faculté de droit de Toulon et le Barreau des avocats de Toulon sur le thème des prescriptions, 16 p.

76 - « La question prioritaire de constitutionnalité et les faits de l'espèce », Rapport présenté dans le cadre de la Trilatérale organisée par l'Association française de droit constitutionnel au Conseil constitutionnel le 15 juin 2011.

77 - « Il principio di laicità : storia di un concetto polisemico », Rapport présenté dans le cadre de la Trilatérale organisée par l'Association italienne des constitutionnalistes au Palais de la *Consulta* à Rome, le 28 septembre 2012.

78 - « La QPC et les exigences du procès équitable », Rapport présenté le 17 avril 2014 à la Faculté de droit de Toulon.

79 – « Droit et Fraternité », Entretiens de Caluire et Cuire, 5 et 6 octobre 2018.

PUBLICATIONS D'OUVRAGES HORS CHAMP JURIDIQUE

« Que vive l'espoir », L'Harmattan, 2017

« Jan », Edilivre, 2018.

26 octobre 2018